

## Sur la dépopulation de la France.

Clémence Royer

---

Citer ce document / Cite this document :

Royer Clémence. Sur la dépopulation de la France.. In: Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris, IV<sup>e</sup> Série. Tome 1, 1890. pp. 680-706;

doi : <https://doi.org/10.3406/bmsap.1890.3449>

[https://www.persee.fr/doc/bmsap\\_0301-8644\\_1890\\_num\\_1\\_1\\_3449](https://www.persee.fr/doc/bmsap_0301-8644_1890_num_1_1_3449)

---

Fichier pdf généré le 10/05/2018

vers l'idéal qu'il réalise à sa manière avec plus ou moins de bonheur.

#### Discussion.

M. DUHOUSSET. J'ai été en rapport avec Digonnet en 1847 à Saint-Étienne, j'ai même fait à cette époque son portrait et sa statuette. Ce Digonnet avait l'air d'un rebouteur.

M. BATAILLARD. Avez-vous gardé son portrait ?

M. DUHOUSSET. Non, je l'ai laissé dans le pays.

M<sup>me</sup> CLÉMENCE ROYER. D'où vient ce nom de bénigne ?

M. F. REGNAULT. Ce nom pourrait venir de ce qu'ils sont très entêtés, embéguinés, comme ils disent. C'étaient des gens qui avaient un bénigne.

M. LABORDE. L'état psychologique de Digonnet me frappe. Il y a une assimilation curieuse à faire entre cet individu et ces médicastres que, dans certaines régions arriérées, on nomme encore des *devins*.

M. A. DE MORTILLET. M. Regnault pourrait-il me dire si les bénignes portent des amulettes, médailles, scapulaires ou autres objets ?

M. F. REGNAULT. Non, je n'ai jamais remarqué rien de semblable.

M. G. HERVÉ. Quels sont les résultats des mariages consanguins entre bénignes ?

M. F. REGNAULT. Les enfants sont très beaux et nombreux.

#### Discussion sur la dépopulation de la France.

M. LE PRÉSIDENT. M<sup>me</sup> Clémence Royer a pris l'initiative d'introduire ici une discussion sur une question qui est à l'ordre du jour : celle de la dépopulation de la France et de la faiblesse de sa natalité. Je lui donne donc la parole.

M<sup>me</sup> CLÉMENCE ROYER. Il m'a semblé, en effet, que cette question de la natalité, soulevée, devant l'Académie des sciences morales et politiques, par le travail remarquable de M. Levassieur sur *la Population française*, et, depuis, si

longuement discutée dans la presse, avec autant d'esprit que d'incompétence, devait être mise à votre ordre du jour.

Il y a déjà bien longtemps que notre ancien collègue Bertillon père vous a signalé la diminution croissante de la natalité en France comme un danger pour la nation. Il importerait d'en rechercher et d'en préciser les causes.

Elles sont nombreuses et très diverses. Il y a là un concours de toutes sortes de circonstances d'ordre économique et moral, beaucoup plus que d'ordre physiologique.

Déjà Bertillon était arrivé à conclure des faits statistiques que la diminution de la natalité française ne peut être attribuée ni à une différence ethnique, impliquant une moindre fécondité naturelle des femmes, ni à une stérilité relative de toute la race. — « Si la femme française est moins féconde, disait-il un jour, c'est qu'elle est moins fécondée. »

Il s'agit de savoir pourquoi.

Évidemment, les volontés des individus seules sont en jeu. Si l'on a si peu d'enfants en France, c'est qu'on ne veut pas en avoir davantage.

Mais quels motifs gouvernent ces volontés, déterminent une majorité d'individus à limiter ainsi le nombre de leurs enfants ? C'est là réellement la question à étudier.

J'ose affirmer qu'en général, quelque limité que soit en France le nombre des enfants dans la plupart des familles, on s'y plaint encore plus souvent d'en avoir trop que de n'en point avoir. Il faut reconnaître que, si des instincts impérieux ne poussaient les représentants de l'espèce humaine à sa reproduction et n'imposaient en quelque sorte aux volontés elles-mêmes les spontanéités de l'action réflexe, nous verrions la natalité diminuer encore plus rapidement, surtout chez les races les plus civilisées, en grand danger de disparaître. Du reste, cette tendance à la dépopulation chez tous les peuples qui atteignent un certain degré d'évolution intellectuelle et surtout esthétique se constate à travers toute l'histoire avec la constance d'une loi.

Rappelez-vous la dépopulation générale de l'empire romain, aux siècles de sa décadence, surtout en Italie et en Grèce. Il semble qu'à mesure que, chez l'homme, l'activité cérébrale se développe, avec les goûts du luxe et le besoin de loisirs, ses instincts de famille, sinon ses besoins génériques, s'atténuent, ou du moins s'imposent moins fatallement à ce qu'on appelle son *libre arbitre*.

Je trouve donc déjà à vous signaler cette première cause très générale, la plus générale de toutes : si la natalité française diminue plus vite que celle des autres peuples civilisés (car elle diminue chez tous, bien que plus lentement), c'est que justement la race française, plus intellectuelle, plus artiste, plus cérébrale, en un mot, est, en général, moins assujettie qu'aucune autre à cette spontanéité réflexe qui entraîne toute espèce à se reproduire ; que, chez elle, cette spontanéité est plus étroitement dominée par la réflexion, c'est-à-dire par la considération des conséquences d'un acte dont elle pèse plus mûrement les divers mobiles.

Il ne faudrait pas croire, toutefois, que cet assujettissement de la spontanéité à ce qu'on appelle alors le *libre arbitre* soit toujours en relation avec la supériorité morale des individus ; ni que tous les mobiles qui restreignent ainsi la spontanéité soient d'un ordre fort élevé.

Loin de là. Les motifs qui poussent, soit les hommes, soit les femmes, à retarder ou avancer l'heure de leur mariage, et, étant mariés, à restreindre le nombre de leurs enfants ou même à n'en point avoir, sont très généralement des motifs de pur égoïsme.

Si les hommes se marient en France plus tard qu'ailleurs, en moyenne, c'est qu'ils ne veulent le faire que lorsqu'ils se sont acquis une position qui leur permet d'épouser une femme elle-même plus riche, soit actuellement, soit en espérance. Mais les hommes ne sont pas seuls à faire ce calcul.

Un jour, au bois de Boulogne, j'assisai, invisible, à une conversation entre plusieurs charmantes jeunes filles, d'une

suprême élégance et de la plus parfaite distinction mondaine. « Moi, disait l'une d'elles, j'aime mieux attendre, on fait plus tard un meilleur mariage. » Naturellement, il n'était point question, dans son compte, d'avoir beaucoup d'enfants.

Les gens qui, dans le mariage, pratiquent la vraie doctrine de Malthus, c'est-à-dire s'interdisent de mettre au monde plus d'enfants qu'ils n'en peuvent élever, sont relativement en très petit nombre. Ceux qui s'interdisent le mariage ou s'abstiennent d'avoir des enfants par crainte de leur léguer des tares héréditaires, physiologiques ou mentales, sont de rares exceptions. Il faut même regretter qu'ils soient si peu nombreux ; ce ne sont pas, malheureusement, de tels mobiles qui diminuent la natalité française.

Ce qui la diminue, c'est que, pour le plus grand nombre des ménages, c'est une gêne considérable que d'avoir beaucoup d'enfants, dans les conditions économiques et sociales actuelles. C'est que les enfants sont une lourde charge ; qu'ils exigent des soins, de la peine, du travail, et causent souvent bien des inquiétudes, des chagrins, que chacun désire s'épargner. Quand les enfants viennent, on les accepte, comme une fatalité qu'on subit, dont on n'ose pas trop franchement se plaindre, mais qu'en secret on regrette, si on ne la maudit. On les élève tant bien que mal, pour soi autant que pour eux, le mieux possible selon sa situation, par amour-propre autant que par devoir. Mais, si l'on excepte les premiers nés des jeunes ménages, les autres, les cadets, ne sont jamais ou presque jamais désirés.

Quant à la considération du salut à venir de la race et de l'intérêt de la patrie, qui préoccupe, à bon droit, nos penseurs, elle est très généralement absente parmi les mobiles divers qui président à toutes les conceptions d'enfants, dont certainement on peut attribuer 95 pour 100 aux purs entraînements sexuels irréfléchis, aux habitudes conjugales contractées, et enfin aux excitations tout occasionnelles qui, dans une famille où depuis longtemps il n'y a pas eu de

naissance, font tout à coup venir un puîné, accepté tantôt avec reconnaissance, comme le gage d'un renouvellement d'affection, tantôt avec ennui, presque avec honte, s'il ne s'agit que d'une conception involontaire provenant d'un moment d'oubli.

Les grands parents sont les premiers à s'inquiéter de voir des jeunes ménages trop prolifiques et à leur en faire des remontrances. Les parents de la jeune femme s'inquiètent pour sa santé, même un peu aussi pour sa paix domestique. Les hommes sont plus gênés que les femmes par des enfantements répétés. Ils supportent la première grossesse et le premier allaitement avec constance. Puis, quand la jeune femme est mère, parfois follement mère, que le mari n'a plus, dans sa pensée et dans ses affections, qu'une place bien en arrière de l'enfant, qu'elle sacrifie tout à celui-ci, prétend qu'il soit le maître unique de la maison, le mari s'inquiète, s'aigrît, se lasse. A la seconde grossesse, plus encore à la troisième, il va chercher des distractions au dehors, et les mères qui en ont fait l'expérience douloureuse conseillent à leurs filles de ne pas la recommencer. Je dois dire qu'en France surtout les ménages que j'ai vu rester les plus étroitement unis et les plus longtemps heureux sont, presque sans exception, des ménages sans enfants.

A qui la faute, la première faute? Aux femmes peut-être; trop passionnément mères, dès qu'elles le sont, et qui ne le sont pas avec assez d'intelligence pour l'être assez sans l'être trop.

Chez une nation où, comme en France, les mœurs et les lois donnent aux hommes toutes sortes de licences pour satisfaire leurs appétits sexuels en dehors du mariage, en dehors même des conditions générales de fécondité pour la femme, il ne faut pas s'étonner que la natalité diminue. Le jour où la prostitution, cessant d'être réglementée, ne donnerait plus à l'homme la même sécurité dans ses licences, vous auriez peut-être des enfants syphilitiques de plus, mais vous auriez aussi certainement un accroissement notable des

naissances légitimes. Au contraire, il est certain que la loi qui défend la recherche de la paternité vous vaut un accroissement considérable des enfants naturels non reconnus, aux dépens de la natalité légitime des enfants naturels reconnus.

Voilà les causes les plus générales dont il faut tenir compte; mais il en est beaucoup d'autres, d'ordre secondaire, qui tiennent aux conditions économiques de la société actuelle.

On a pris l'habitude de crier beaucoup contre le luxe, d'en faire le bouc émissaire de tous les péchés du peuple. Eh bien, j'en appelle à la grande majorité des représentants de cette classe bourgeoise, à laquelle surtout on reproche son amour du confort intérieur : tous vous diront que, dans leur budget annuel, la part donnée au luxe du mobilier ou de la toilette est relativement petite, plus petite même, peut-être, qu'elle n'était autrefois. Ce qui ruine aujourd'hui les gens de petite fortune, c'est le haut prix des aliments; mais c'est surtout l'accroissement du prix des loyers, celui des domestiques, et enfin le chapitre tout nouveau des dépenses de circulation.

Certainement que, parmi les mobiles divers qui entravent la multiplication des enfants, sollicitent les familles à en limiter le nombre et leur en font presque une nécessité, surtout dans les villes où la natalité légitime est si faible, il faut compter, en première ligne, la cherté croissante et l'étroitesse exagérée des logements.

On peut prévoir, *a priori*, une relation exactement inverse entre la natalité moyenne dans chaque ville et le prix moyen du mètre superficiel des logements. On verrait se réaliser la loi jusque dans les divers quartiers d'une même ville, telle que Paris, toutes autres conditions égales d'ailleurs, comme on dit en physique, c'est-à-dire en considérant dans chaque quartier des familles d'une même classe sociale, ayant des conditions de vie analogues.

Car il est certain que de simples ouvriers, qui ne sont

tenus, par leur état, à aucune obligation de décorum social, peuvent entasser de nombreux enfants dans deux étroites chambres; tandis que des familles bourgeoises, qui doivent tenir un certain rang, où la profession du mari exige un appartement tenu dans un certain ordre, pour y recevoir des visiteurs, ne savent où loger leur unique *baby* et sont obligés de le mettre en nourrice, n'ayant souvent pour elles-mêmes qu'une petite chambre à coucher sur une cour, en sus de la salle à manger, du salon et du cabinet de travail qui leur sont rendus *professionnellement obligatoires* par nos habitudes mondaines.

C'est un fait d'ailleurs général que les grandes maisons, divisées en petits appartements, font fatallement diminuer la natalité, partout où elles remplacent les anciennes petites maisons habitées par une seule famille. On pourrait encore établir une relation inverse entre le nombre moyen des enfants par famille et le nombre moyen des familles dans chaque maison.

C'est là peut-être la cause principale de la natalité si supérieure des campagnes, relativement à celle des villes en général, et de celle des petites villes relativement aux grandes. Je parierais qu'à Saint-Malo, où le manque de sol dans une presqu'île a fait très anciennement surélever les maisons, la natalité n'a jamais atteint celle de Saint-Servan, qui a pu s'étendre librement sur la côte.

Dans toute maison divisée entre plusieurs locataires ou même propriétaires (car, à Saint-Malo comme à Gênes, les familles sont propriétaires d'un seul étage), l'espace est parcimonieusement mesuré, ainsi que le jour. La place y manque pour les berceaux, pour les lits, pour le petit désordre et le grand tapage des enfants. La crainte des chutes dans les escaliers fait qu'on les renferme; et si on les tient renfermés, ils se vengent par leur bruit du mouvement qu'on leur défend. L'ordre le plus approximatif est impossible dans un appartement où il y a seulement deux enfants, s'ils n'ont pas, au moins, une pièce qui ne soit qu'à eux. A côté d'eux, dans

les pièces voisines, tout travail intellectuel est impossible pour les parents ; si le père est médecin, avocat, homme d'affaires, ses clients qui attendent dans son salon ne peuvent être exposés à subir le tapage, le babil, les querelles, les cris, les pleurs de ses enfants ; car, il faut bien le dire, l'enfant est un être fort insociable, et quand il veut crier, tout ce qu'on fait pour le faire taire l'excite seulement davantage. De sorte que, fatallement, dans nos petits appartements citadins, l'enfant est tyran ou martyr. C'est pourquoi les familles qui vivent en de telles conditions d'habitation ne peuvent pas désirer et doivent craindre d'en avoir.

Il faut donc s'attendre à ce que la natalité diminue dans nos villes de province, dans les petites après les grandes et jusque dans les bourgades, à mesure que s'y étend l'usage des grandes maisons divisées en appartements et que la cherté croissante des terrains y fait disparaître les petites maisons habitées par une seule famille.

Si Londres, parmi les grandes villes, et toutes les villes anglaises en général ont une natalité bien plus élevée que les nôtres à population égale, cela vient principalement, sinon uniquement, de l'usage général en Angleterre d'avoir chacun sa maison. S'il était possible de faire une statistique spéciale des enfants par famille, dans les maisons à compartiments de Paris et dans les maisons particulières du département de la Seine, elle accuserait une énorme différence au profit de celles-ci.

Pour élever beaucoup d'enfants, il faut qu'une famille ait sa maison toute à elle, quelque petite qu'elle soit, pourvu qu'elle ait plus d'un étage. En ce cas, on leur abandonne soit le grenier, soit le rez-de-chaussée ; les parents ont une retraite calme où ils ne sont pas.

D'ailleurs, pourvu que la maison ait un jardin, ne fût-ce qu'un carré de gazon ou de choux, ou une cour, fût-elle grande comme une baignoire, on peut y pousser les enfants, qui sont mieux dehors que partout, dès qu'il ne pleut pas, et les laisser s'y ébattre en sécurité, satisfaire leur besoin de

mouvement et de bruit, vider leurs querelles, où ils acquièrent entre égaux les sentiments de sociabilité qui leur font défaut et que l'intervention des parents gâte et corrompt plus souvent qu'elle ne les développe. Cela vaut mieux que de les tenir prisonniers dans d'étroites chambres encombrées de meubles, où il faudrait leur imposer ce qui est pour eux un double suicide : le silence et l'immobilité.

C'est pourquoi, malgré les inconvenients du nourrissage à la campagne, toutes les fois que la nourrice offre quelque sécurité morale et physiologique, que son lait est sain et jeune, l'enfant des villes a plus de chances de vie dans une petite maison de village où, dès qu'il pourra marcher, il vaguera à volonté dans l'herbe ou la crotte, qu'il n'en aurait auprès d'une jeune mère dont le grand soin serait de le pomponner et de l'empêcher de se salir.

L'enfant, né sain, ne demande qu'à vivre. Pourvu qu'il mange à sa faim des aliments adaptés à son âge et soit vêtu suffisamment en toutes saisons, le moins possible en été, il n'y a qu'à le laisser libre de s'ébattre à sa guise. Les enfants les plus robustes sont ceux des villageois dont on s'occupe à peine. Dans les villes, nos petites mamans, qui ont fait leur éducation maternelle en jouant à la poupée, mais n'ont pas l'ombre d'une notion de physiologie, de psychologie ou de pédagogie, tuent leurs enfants à force de précautions inutiles et d'usages contraires au bon sens.

Quand elles ne compromettent pas leur santé, elles en font des enfants gâtés, de petits monstres de perversité ; des paquets de nerfs irritables et sans cesse irrités, secoués à tout propos de convoitises, d'envies et d'accès de colère, qui auront grande chance, après avoir été des enfants insupportables de devenir des adultes égoïstes.

Qui n'a pas, comme moi, diné à une table de famille avec trois ou quatre enfants ? Dès le potage jusqu'au dessert, toute conversation avec les parents est rendue impossible par les querelles de la mère avec l'un qui ne veut pas manger sa soupe, ou de deux autres dont l'un pleurniche, parce qu'il

n'a que l'os d'une côtelette et que son frère en a la noix. S'excitant les uns les autres par leur exemple réciproque, tous, alternativement ou ensemble, crient, tapent des poings, sont secoués de sanglots, bouffis de rage, et quand le père ou la mère, impatientés, distribuent des taloches aux uns, vont mettre les autres au mur ou dans la chambre voisine, les cris deviennent des hurlements et les coups de pied aux portes ou aux murs accompagnent les cris. Quiconque a été témoin de ces scènes intimes peut difficilement désirer d'y devenir acteur.

Nos mères françaises sont très couveuses ; elles aiment à se sentir suivies de leurs poussins. Dans les villages, l'enfant sert de prétexte aux mères pour se dispenser du travail et pour aller voisiner, en tenant dans les bras leur dernier né, qui serait bien mieux dans son berceau ou simplement à terre, s'il est déjà délivré du maillot. Dans la classe bourgeoise, les jeunes mères se font suivre de la nourrice qui porte l'enfant ; et plus tard emmènent en visite celui-ci, sauvamment déguisé selon le goût du jour. Le malheureux bébé est au supplice dans ces maisons où tout lui est étranger, où il doit se tenir tranquille, écoutant des conversations auxquelles il n'entend rien. Aussi parfois s'affranchit-il soudain de cette contrainte. Cette même famille dont je viens de raconter le dîner orageux, me vint voir un jour, la bonne portant le dernier né, et les deux aînés, deux garçons, tout fiers dans leurs blouses de velours. Mais à peine étions-nous assis au salon, qu'ils s'échappaient, ouvraient toutes les portes et commençaient à travers toutes les chambres une course folle, au risque de faire écrouler les tables avec tout ce qu'elles portaient et de décrocher les portières en jouant à cache-cache dans leurs plis. Devant ma porte était pourtant celle du parc de Montsouris où, avec leur bonne, ils pouvaient si bien courir à l'aise sans nous rompre la tête.

Cette jeune mère était une femme bien douce, très simple, fille d'un riche cultivateur, dont la dot avait attiré un mari parisien. Elle croyait pouvoir élever ses enfants à Paris,

comme elle les avait vu éléver dans des habitations de village, sans se douter qu'en un autre milieu il faut d'autres habitudes.

Ce ne sont pas, du reste, les femmes d'esprit le plus cultivé qui sont toujours les mères les plus intelligentes.

Un de nos romanciers féminins, qui a passé pour un esprit viril, parce que, disciple de Pierre Leroux, elle faisait de la politique de sentiment, avait deux fils qui, dès l'âge de trois ans, étaient déjà les tyrans de leur mère et les fléaux de tous les hôtes de la famille. Un ami de la maison se trouvant avec eux à table, ils jetèrent du sable dans son portage et, voyant qu'il le laissait dans son assiette sans rien dire, éclatèrent en pleurs de rage, voulant le forcer de le manger. La mère le suppliait de seindre au moins de le porter à sa bouche. Elle s'était fait une doctrine pédagogique particulière, dont le premier dogme était de ne jamais contrarier un enfant, professant avec Rousseau la croyance que l'homme naît bon et que c'est la société qui le rend mauvais. Pour les entretenir dans sa propre foi à la rectitude innée de la nature humaine, elle ne voulait pas apprendre à lire à ses enfants, afin qu'ils ne puissent contracter aucune idée fausse par leurs lectures. Mais par esprit de contradiction, les deux gamins, vers l'âge de quatre ans, apprirent à lire eux-mêmes, en épelant des titres de journaux. Leur mère alors se décida à leur donner des livres, mais en prenant le soin d'y effacer tous les mots tels que ceux de *Dieu* ou de *roi*, qui devaient éveiller chez eux des notions erronées ; ainsi que tout ce qui concernait les crimes, meurtres, assassinats, leurs auteurs ou leurs victimes, afin de ne pas émousser leur sensibilité à venir. Tous les passages, quelque innocents qu'ils fussent, concernant les relations des sexes, et jusqu'au mot amour, étaient soigneusement biffés.

Cette belle méthode eut pour résultat de faire deux idiots, menteurs et hypocrites, qui avaient appris d'autre part tout ce qu'on leur cachait avec tant de soin, ce qui n'empêchait pas leur mère d'entraver ses coqs devant l'un d'eux, le seul

survivant, déjà âgé de vingt ans, pour les empêcher de lui donner de mauvaises pensées par le mauvais exemple de leur conduite avec leurs poules.

Une autre femme, également très instruite et très intelligente, avait une petite fille adorable de beauté. C'était un enfant tardif : sa mère en était idolâtre et concentrait sur elle toutes ses affections. Dès qu'on arrivait chez elle, on était assailli par la petite cabotine qui venait parader au salon, s'emparer de votre attention, faisant des scènes à sa mère, si elle se permettait de l'oublier un instant. A table, elle éclatait en sanglots de colère, parce que, sur trois poissons, on lui avait donné le plus petit. Je dus quitter la place pour laisser sa mère tout entière au soin de la consoler.

A quelque temps de là, elle l'amène chez moi en visite. Ce furent les mêmes scènes. Quand je l'eus complimentée sur le petit bonnet phrygien qui lui allait bien et que je voulus parler à sa mère d'autre chose que d'elle, elle vint s'asseoir sur ses genoux, lui fermant la bouche de baisers, faisant la moue quand elle se voyait repoussée, et enfin, ayant trouvé moyen d'égarer un gant, le reste du temps de la visite se passa à le lui chercher.

Ce sont là les produits suichauffés de notre atmosphère urbaine, les produits de mères certainement intelligentes, mais dont l'esprit a fait fausse route, faute de bases rationnelles sérieuses dans leur éducation.

Cette dernière femme était séparée de son mari; qu'on se représente le rôle d'un mari près d'elle, et l'on ne pourra s'étonner qu'il n'ait pu l'accepter.

Les enfants nés et élevés aux champs sont tout autres. C'est l'extrême contraire. Ils sont craintifs, sauvages, sournois souvent, muets toujours, mais savent du moins écouter, observer, faire leur profit de ce qu'ils voient et entendent, et quand on a triomphé de leur timidité, qu'ils s'apprivoisent, on est frappé de leur sens droit, de leur curiosité de savoir, de leur intelligence pour apprendre. Ils sont déjà faits à la méthode expérimentale pour l'avoir pratiquée d'instinct, en

apprenant à se défendre eux-mêmes contre les petits périls qui pouvaient les menacer. Il n'y aura nul besoin de leur apprendre que l'eau mouille, que le feu brûle, que leur soupe est trop chaude, ou même qu'on mange de la main droite, s'ils ne sont pas naturellement gauchers. Ils ont appris tout cela par l'observation et l'expérience, et ils pourront voir tout ce qui se passe dans une basse-cour où les coqs n'ont point d'entraves, jusqu'à l'âge où la nature même leur fera comprendre ce que jusque-là ils ont vu sans aucun trouble malsain.

Dix et vingt de ces petits paysans, gauches et sauvages en apparence, observateurs et prudents en réalité, donneraient moins de souci à éléver qu'un seul de nos enfants gâtés parisiens, petits marquis de salon, gandins de parc, minuscules *femmes du monde* au courant des toilettes qui se portent avant midi, en visite, aux jours de réception, pour dîner prié, pour le théâtre, le concert ou le bal, et collectionnant les poupées sous la série complète de ces mêmes costumes.

Tout autrement les femmes anglaises comprennent l'éducation de leurs enfants. Ils vivent tous confinés à l'étage supérieur de la maison. Ils y dorment, y prennent leurs repas, y travaillent, y jouent. Ils n'en descendent que pour sortir, aller à la promenade quand ils sont petits, aux cours ou aux écoles dès qu'ils sont assez grands. Avant leur adolescence, jamais ils ne paraissent à la table de famille. Leur mère vient passer ses matinées jusqu'à midi dans la *nursery*; elle y préside à leur toilette, à leur instruction, à leurs deux premiers repas, très abondants, mais très simples. Elle déjeune parfois avec eux quand le père déjeune lui-même en ville, où il a son bureau d'affaires, ou à son club. Puis tout le petit monde habillé, chacun, selon son âge, descend, soit avec la *nurse*, qui promène les plus petits, conduit les moyens à leurs cours, où les grands vont seuls, acquérant ainsi de bonne heure le sentiment de leur propre responsabilité.

Un collégien anglais, même une jeune Anglaise de quinze ans, rougirait de se montrer dans les rues suivi d'une servante comme un *baby*. Elle accepte tout au plus d'être accompagnée d'une institutrice qu'elle traite en égale ou en supérieure.

Pendant ce temps, la mère s'est habillée, a fait ses visites, où, à moins d'événement grave, elle n'a point parlé de ses enfants, mais des événements littéraires, scientifiques ou politiques du jour, des œuvres de charité à soutenir. A l'heure du dîner, tout le petit monde est rentré dans la *nursery*, y prend son dernier repas, et, à 8 heures, tous dorment ; tandis qu'au rez-de-chaussée, leur mère, habillée pour dîner, en tête-à-tête avec un mari auquel elle appartient dès lors sans trouble, ou avec des amis qu'il amène à l'improviste, ne laisse rien soupçonner des devoirs qu'elle accomplit le matin envers sa nombreuse et saine lignée.

En ces conditions, les pères peuvent avoir moins peur d'avoir beaucoup d'enfants, pourvu qu'ils aient de quoi les élever. Mais on comprend qu'avec une telle règle de vie, le premier seul coûte, et que dix ne coûtent pas beaucoup plus qu'un seul. Il suffit d'une *nursery* un peu plus vaste, où les aînés, prenant soin des plus jeunes, aident suffisamment leur *nurse* pour qu'il soit rarement nécessaire d'en avoir une en deux volumes.

En Allemagne, les enfants vivent plus dans la famille. En général, ils prennent leurs repas avec leurs parents, mais non toujours. S'il y a des convives étrangers, ils mangent à part, auparavant ou à une autre table. Du reste, le père, en Allemagne, est plus éducateur qu'en Angleterre, et fait au besoin sentir son autorité parfois lourde de main. Au fond de tout Allemand, il y a un pédant, qui décharge volontiers sa femme du désagrément de la sévérité et lui laisse, dans l'éducation de sa lignée, la part de la bonté et de la douceur. Mais, du moins, dans la vieille Allemagne de jadis, l'enfant gâté, l'enfant de parade était inconnu. On n'y connaissait guère que de robustes gamins, de fortes fillettes, tous roses

et joufflus, échangeant aussi volontiers entre frères et sœurs les coups de poing que les caresses, et s'aidant néanmoins fraternellement à décliner les quatre ou cinq langues qu'ils apprenaient à la fois dans toute famille où le professorat à tous degrés était en quelque sorte héréditaire.

En Allemagne comme en Angleterre, cette fécondité de la famille dépend avant tout de ce que chacun y a sa maison; et aussi de ce qu'on y peut trouver aisément et à peu de frais des femmes de service d'une moralité suffisante.

C'est encore une autre cause, très active, de la diminution de la natalité en France, surtout dans les grandes villes, que la cherté croissante et la mauvaise qualité du service domestique.

L'enfant, tant qu'il est très jeune, coûte très peu à nourrir. On peut compter sa nourriture comme une quantité négligeable. Il a besoin de très peu de viande. En Angleterre même, où les *babys* sont si florissants de santé, jusqu'à huit ou dix ans ils vivent presque exclusivement de lait, de pain beurré, de puddings et autres mets farineux. Ils ne mangent de la viande qu'une fois le jour, et toujours très simplement préparée, sans sauces ni condiments épicés. Ils ne boivent jamais de vin, et même le thé qu'on leur donne est léger. C'est un régime bien différent de celui de nos enfants citadins, qu'on met à table avant qu'ils sachent manger seuls, dont on est tout fier de dire qu'ils mangent de tout et boivent comme de petits hommes.

Quant au vêtement, les mères anglaises n'ont point pour leurs enfants la coquetterie exagérée des nôtres, et le besoin de nourrices couronnées de sept aunes de ruban, large comme un étendard ne s'est pas fait sentir chez elles. Leurs enfants sont simplement, légèrement et librement vêtus, de cotonnades l'été, de laine l'hiver.

Ils vont nu-tête ou à peu près, par tous les temps, au lieu d'être encapuchonnés de ces volumineux édifices, à carcasses cartonnées ou métal liques, qui font des nôtres de si grotesques caricatures.

Dans une éducation rationnelle de l'enfant, la dépense de son vêtement serait donc une quantité aussi négligeable que sa nourriture.

En réalité, l'enfant coûte surtout par le travail qu'il donne, par le temps qu'il prend; mais par là il coûte très cher: à moins qu'il ne soit laissé libre dehors, dans une cour ou dans un pré, ou au dedans d'une vaste chambre presque sans meubles, parquetée mais non cirée, il doit être constamment surveillé, protégé contre lui-même. Il faut nettoyer ses vêtements et sa petite personne, réparer les dégâts qu'il fait, le désordre inévitable qu'il cause, si l'on ne veut le rendre idiot en supprimant toute son initiative. Puis l'enfant n'aime pas à être seul. Il a le sentiment de sa faiblesse, de son impuissance. Dès qu'il se sent seul, il a peur. Il en est autrement s'ils sont plusieurs; car alors ils se protègent l'un l'autre, se donnent réciproquement confiance. Pour un seul, comme pour plusieurs, il faut donc une femme qui leur soit exclusivement consacrée.

Mais une seule femme suffit pour un grand nombre, s'il ne s'agit plus, comme pour nos *babys* parisiens, de les promener, sur un oreiller couvert de broderies coûteuses à repasser, à travers les rues encombrées de piétons et de voitures, jusqu'aux parcs où seulement ils seraient à l'aise s'il ne fallait pas veiller à la conservation de leurs atours. Dans un jardinet, une cour, un vaste grenier aéré et ensoleillé, une seule vieille femme peut en garder cinquante, et il faut s'applaudir de la fondation des asiles, des écoles maternelles, des jardins d'enfants qui ont résolu cette question de la garde des enfants pour les classes populaires. Leur établissement fera plus pour relever un peu la natalité que toutes les mesures législatives. Il faut seulement que la directrice de ces institutions soit digne de toute confiance et très instruite dans son métier, pour savoir à propos résister aux caprices des enfants ou leur céder. Son rôle deviendrait bien plus facile, si elle était secondée par des mères plus sages, qui défont le soir et le matin, dans les quelques heures

qu'elles ont leur enfant, tout le bien qu'a pu leur faire la discipline rationnelle des écoles.

Mais nos mères bourgeoises, pour rien au monde, ne voudraient compromettre la précoce dignité de leurs rejetons dans les écoles populaires, au contact des enfants de leur fruitière ou de leur charbonnier. Mais pourquoi ne fondent-elles pas, par souscription, des jardins d'enfants à leur usage particulier, où leurs enfants seraient plus en sécurité qu'aux parcs publics, sous la garde d'une domestique suspecte, ou au moins inconnue?

C'est en Irlande que toute l'Angleterre s'approvisionne de *nurses* qui se payent de 150 à 300 francs par an. En France, on ne sait où en prendre en les payant jusqu'à 40 francs par mois, et c'est bien rarement qu'on peut se fier à elles du soin de plusieurs enfants.

Une domestique, à Paris, coûte de 1 000 à 1 200 francs. Si elle se donne pour tout faire, c'est qu'elle ne sait ou ne veut rien faire. Un jeune couple, qui entre en ménage avec de minces revenus, peut s'en passer tant qu'il n'a pas d'enfant. Dès qu'il en vient un, elle devient nécessaire, et suffit à peine dès qu'il en naît un second.

Voilà pourquoi tant d'enfants de Paris sont envoyés en nourrice et sont encore mieux en nourrice qu'aux mains d'une domestique parisienne, dès que la mère a des occupations qui ne lui permettent pas de se consacrer complètement à eux, jour et nuit, souvent au grand risque de voir s'en aller la paix de son ménage.

S'il naît plus d'enfants en province qu'à Paris et plus à la campagne que dans les villes, c'est qu'on y trouve, à meilleur compte, des servantes qui inspirent et méritent plus de confiance que celles des villes et surtout des grandes villes, où viennent chercher refuge toutes celles qui sont tarées dans leur village. Elles y viennent pour y gagner de plus gros gages avec moins de travail et avec la résolution de tromper leurs maîtres à toute occasion ; de sorte qu'il est plus dangereux de laisser ses enfants à de telles gardes que de les envoyer

au loin, chez de braves paysannes, qui, souvent très cupides, mais honnêtes d'ailleurs, sont du moins connues dans leur village et qui sont trop instinctivement femelles pour faire sciemment du mal à un enfant, même quand il n'est pas le leur.

S'il y a des exceptions, si même, en certains cantons, où le nourrissage était devenu une industrie, ces exceptions tendaient à devenir la règle, par une sorte de déraillement acquis des instincts qui semble s'être généralisé par l'exemple et par l'amour du lucre facile, ces races de nourricières, qui n'avaient pas même les qualités des vaches laitières, disparaîtront promptement devant l'active surveillance qu'elles subissent. Ne trouvant plus de bénéfice au métier de *faiseuses d'anges*, elles se contenteront d'élever les enfants confiés à leur garde, de façon à les rendre vivants et en bonne santé, à leurs parents.

On ne voit pas comment on pourrait remédier à ces deux causes de la diminution de notre natalité que je viens de signaler : la cherté et la mauvaise qualité des domestiques, l'étroitesse et la cherté des logements dans les villes.

Il semble, au contraire, qu'elles ne peuvent que continuer à s'accroître, à mesure que les villes deviendront plus populaires ; à moins que, comme à Londres, la facilité des communications fasse émigrer une bonne part de la population dans les campagnes suburbaines, où le terrain, moins cher, peut être moins ménagé et où, en faisant venir des domestiques de la campagne ou de l'étranger, on a chance qu'elles se corrompent moins vite.

Il y aurait, pour les habitants des grandes villes, la ressource de fonder des nourriceries, des *pouponnières*, où, sous la direction de femmes capables et dignes, des nourrices de campagne pourraient élever en commun de nombreux enfants dans les meilleures conditions hygiéniques reconnues. Il est étonnant qu'on n'ait pas déjà tenté ce remède à un mal depuis si longtemps signalé. .

Serait-il suffisant pour l'enrayer ? Non, car ce mal résulte

encore de bien d'autres causes. L'enfant dans la famille est une entrave au plaisir.

Autrefois, pour toute la bourgeoisie française, le plaisir consistait à se recevoir alternativement entre amis du même village, de la même ville ou du même quartier ; on se donnait à dîner. Tous les enfants, mis à une petite table, ne gênaient personne. Après dîner, on les faisait reconduire chez soi par des domestiques, ou bien on les couchait sur les lits et les canapés, d'où on les emportait, le soir, sur l'épaule, dormant encore.

On était alors très sédentaire. Bien des femmes de la classe moyenne n'avaient jamais quitté leur commune natale, ou celle où elles s'étaient mariées, pour aller même au chef-lieu du département. Quand une mère faisait le voyage de Paris pour venir y voir son fils étudiant, elle faisait son testament avant de partir. Aujourd'hui, on se déplace pour le moindre prétexte. Mais emmener des enfants est un embarras et une grande dépense ; les laisser chez soi aux soins des domestiques est dangereux. Tant qu'un jeune ménage est sans enfants, libre et nomade il va partout à peu de frais. Des amis, qui sont enchantés de le recevoir à leur table, seraient moins empressés à l'y retenir, s'il arrivait flanqué d'une couple d'enfants.

J'en ai vu un récent exemple. Un charmant garçon, occupant dans un chemin de fer une place de 6 000 francs, a épousé une femme qui lui a donné 100 000 francs de dot. Avec un revenu d'environ 10 000 francs, ils pouvaient mener une joyeuse vie, saisir toute occasion de plaisir, dînant chez les uns, déjeunant chez d'autres, à Paris ou au dehors, toujours en route. Mais deux enfants sont venus ; bien que la mère les allaitât, il a fallu deux nourrices ou bonnes d'enfants. La famille ayant passé gratuite sur toute la ligne ferrée, la dépense des déplacements était nulle ; mais ce sont les amis, les parents mêmes, qui se sont lassés. Ils voulaient bien les jeunes gens, mais ne se souciaient point des nourrices, plus difficiles à servir que les maîtres, et qui mettaient sens

dessus dessous les offices par leurs exigences. Il a donc fallu ou renoncer à voyager, ou laisser les enfants, et, pour la jeune femme passionnément mère, c'était un crève-cœur. Il a donc fallu changer de vie, et le mari, encore plus que la femme, a trouvé que cette nécessité était dure.

De nombreux enfants sont donc pour leurs parents une sorte d'esclavage, une contrainte au moins, une diminution de liberté. Il faut renoncer aux promenades des dimanches, aux excursions d'été à la campagne : des lunes de miel qui deviennent trop coûteuses,

Un jour, je me trouvai dans un wagon avec une tribu de huit personnes : le père, la mère et six enfants. Ils descendirent à une station avant moi.

— Quel régiment ! fis-je, en aidant le plus petit *baby* à descendre.

— Oh oui ! un vrai régiment ! exclama son père en le prenant dans ses bras.

Je fus frappée de l'amertume qu'il y avait dans sa réponse. Je calculai, en effet, que, pour venir de Paris à cette station, le voyage de la famille avait dû coûter 4 fr. 80, et coûterait autant pour le retour, bien que ce fût en seconde. Combien plus coûterait une excursion à Saint-Germain, à Versailles. Une journée à Fontainebleau serait une ruine pour des gens de petite fortune, pour un simple employé. Avec la même somme, autrefois, une famille eût rendu un retour de noces plantureux, dont il aurait encore été question vingt ans après. Voilà encore une raison très forte qui fait craindre, aujourd'hui, d'avoir beaucoup d'enfants et qui, autrefois, n'existant pas. Quand il fallait au moins trois heures de diligence pour faire 10 lieues, on restait chez soi forcément, et maintenant cela semble dur de pouvoir voyager si aisément et d'être dans l'impossibilité de le faire. Il y aurait un moyen : ce serait d'imposer aux compagnies des billets de famille à prix très réduits.

C'est donc parce que la diminution de la natalité résulte de causes très multiples, qui sont elles-mêmes les effets d'un changement profond dans nos mœurs, qu'il n'est pas à espé-

rer de la voir remonter jamais à son ancien niveau. On pourra ralentir cette diminution progressive par certaines mesures législatives, propres à rendre les mariages plus précoces et plus régulièrement féconds, en rétrécissant surtout les licences masculines en dehors du mariage et de toute responsabilité ; mais on ne reverra plus les nombreuses familles d'antan.

D'ailleurs, il n'est pas utile que les familles bourgeoises soient si nombreuses ; les professions libérales, qu'elles sont destinées à exercer, étant déjà très encombrées et ne pouvant beaucoup se multiplier, leur fécondité ne pourrait que tendre à les faire déchoir socialement, en rendant impossible l'ascension constante des classes inférieures qui, comme les simples soldats dans une armée, pour accepter avec courage la discipline dans le rang, doivent pouvoir se dire qu'il leur est permis d'atteindre jusqu'au bâton de maréchal.

C'est donc seulement dans les classes inférieures et dans les classes rurales surtout que la diminution de la natalité est inquiétante, parce que ce sont là les grandes réserves de la race. Quand on voit que ce sont surtout les départements où le paysan est propriétaire qui donnent les plus fortes diminutions ; que, parfois même, elles cessent d'y être un simple ralentissement d'accroissement pour devenir une diminution absolue de la population, on se demande si, comme on l'a cru et répété, la grande division du sol est un bien social et si un autre régime de la propriété foncière n'aurait pas, pour la richesse nationale et pour l'avenir de la race, des effets meilleurs. En tout cas, il n'y a pas lieu de nous alarmer outre mesure de ce ralentissement de notre natalité, même au point de vue national, puisque ce ralentissement, qui se fait sentir en France, existe en réalité partout, dans des proportions d'autant plus grandes que la civilisation est plus avancée et plus raffinée. Si, en France, ce ralentissement est plus considérable qu'autre part, c'est que la France est la nation la plus intellectualisée, la plus artiste, la plus raffinée du monde et, en somme, la plus éloignée des fatalités sexuelles de l'animalité, puisque c'est elle qui sait le plus efficacement

réagir contre elles. Si, aujourd'hui, elle réagit surtout par des motifs égoïstes, demain elle pourra réagir également pour des motifs d'ordre supérieur, plus moraux ; et il faut signaler ce fait qu'immédiatement après la guerre de 1870-1871 s'est manifesté, pendant quelques années, un accroissement réel de la natalité qui a cessé peu après, pour redevenir diminution.

Certains motifs moraux, certains enthousiasmes, une conscience plus claire de la véritable moralité humaine et du vrai bonheur humain pourraient suffire à arrêter cette tendance actuelle à une diminution d'accroissement de la population, seulement plus rapide que celle qui est constatée également chez les peuples voisins.

A mesure que les peuples atteindront notre niveau intellectuel, il est à croire que leur natalité diminuera aussi vite que la nôtre, et que nous ne verrons pas de sitôt, vivants et enrégimentés, les 100 millions d'Allemands dont on nous menace à court délai. D'ici là, d'ailleurs, peut-être le goût de la guerre leur aura passé comme à nous ; ils auront appris de nous à se débarrasser des rois, qui poussent les peuples à s'entre-déchirer, comme des taureaux ou des coqs, pour le plaisir de leurs propriétaires. Or, si le droit de la guerre n'existe pas, il nous serait réellement bien indifférent que le chiffre de notre population française restât stationnaire, si, d'un autre côté, elle atteignait à une vie moyenne supérieure à celle de ses voisins, attestant une organisation plus saine, plus vigoureuse, mieux équilibrée, mieux faite, en somme, pour réaliser la vie dans sa plénitude et pour assurer à chaque individu un bien-être moyen supérieur à celui des autres races.

M. LAGNEAU. Puisque M<sup>me</sup> Clémence Royer croit devoir porter devant la Société d'anthropologie la question de notre faible accroissement de population, je dirai que, comme elle, je crois que la stérilité véritable, organique, n'entre que pour peu dans la restriction de notre natalité. D'après l'ensemble de documents statistiques réunis par M. Charpentier,

par M. Chervin et par moi, sur 100 ménages, on en compterait de 8 à 13 de stériles, soit en moyenne 10 à 11 sur 100. Le rapport des naissances aux adultes, seuls aptes à la procréation, en général est moins élevé dans les villes que dans les campagnes. Mais souvent même dans les campagnes, ainsi que l'a montré un de nos collègues de la Société, M. Arsène Dumont, la natalité parfois diffère beaucoup d'une commune à l'autre<sup>1</sup>.

A la campagne, la nature des propriétés a grande influence sur la natalité. En Normandie, pays de grands herbages, on a peu besoin de bras. La natalité est faible. Sur les coteaux vinicoles de la Marne, dans le bassin de la Garonne, la propriété souvent est morcelée. La natalité y est faible, parce que chaque morceau de terre ne peut fournir de travail qu'à une ou deux personnes, et ne peut subvenir aux besoins que d'un ménage ayant un ou deux enfants. Au contraire, dans les pays de grandes cultures céréales, la natalité s'accroît proportionnellement aux bras nécessaires au labourage de vastes plaines et plateaux.

Mme Clémence Royer pense que les petits logements urbains obligent les habitants à limiter le nombre de leurs enfants. Je ne conteste pas cette influence ; car, parmi les personnes m'ayant écrit à propos du faible accroissement de notre population, plusieurs motivent leur minime fécondité sur la difficulté qu'elles ont à se loger. Une mère de trois enfants s'exprime ainsi : « J'ai beaucoup de peine à me faire accepter comme locataire par les propriétaires de Paris... Un père de cinq enfants ne doit plus espérer se loger dans Paris, à moins d'avoir une guerre incessante avec ses voisins, le concierge, le gérant, le propriétaire... »

Cependant, l'exiguïté des logements est loin d'être la principale cause de la faible natalité des habitants des grandes villes. A Paris, comme à New-York, les habitants des quartiers riches, quoique occupant de plus vastes appartements que ceux des quartiers pauvres, ont peu d'enfants. En 1887,

<sup>1</sup> *Dépopulation et Civilisation*, p. 76, etc. Paris, 1890.

le huitième arrondissement, celui des Champs-Élysées, ne comptait que 142,1 naissances sur 10 000 habitants, tandis que le vingtième arrondissement, celui de Belleville, en comptait 334,9<sup>1</sup>, bien plus du double.

M. A. DE MORTILLET présente quelques observations sur la natalité italienne.

M. LAGNEAU. Ainsi que l'observe M. Adrien de Mortillet, la natalité italienne est beaucoup plus élevée que la natalité française; bien que cependant elle soit très inférieure à la natalité de quelques autres pays, en particulier de la Prusse et de la Russie. En 1888, la natalité de la France est de 23,09 naissances annuelles sur 1 000 habitants<sup>2</sup>; celle de l'Italie, en 1886, est de 36,30<sup>3</sup>; celle de la Prusse est de 41,2 de 1872 à 1881<sup>4</sup>, et celle de la Russie s'élève à 48,8 sur 1 000<sup>5</sup>.

Mais, pour l'Italie, je crois que l'émigration favorise, accroît beaucoup sa natalité. En 1888, il serait parti d'Italie 207 795 émigrants<sup>6</sup>.

M<sup>me</sup> CLÉMENCE ROYER. Nos collègues me font observer que, chez les gens très riches, où l'étroitesse du logement n'est pas en cause, la natalité est très peu élevée; mais je leur répondrai que même les gens riches vont très généralement au bout de leurs revenus. Ils les dépassent même aussi souvent que les pauvres, à preuve que beaucoup se ruinent. Or, dans ces riches familles justement, chaque enfant de plus coûte proportionnellement au luxe et au confort de la maison. Une nourrice de plus exige le sacrifice d'un cheval de moins dans l'écurie; si madame devient enceinte, non seu-

<sup>1</sup> *Annuaire statistique de la ville de Paris pour 1887*, p. 191 et 193.

<sup>2</sup> Vannacque, *Rapport sur le mouvement de la population de la France en 1888* (*Journal officiel de la République française*, 28 août 1889, p. 4193 et 4194).

<sup>3</sup> *Popolazione : Movimento dello stato civile*, 1886, p. xl.v. Roma, 1887.

<sup>4</sup> *Jahrbuch für die Amtliche Statistik des preussischen Staates*, p. 113, Berlin, 1883.

<sup>5</sup> Leinenberg : *Internationale Klinische Rundschau*, extrait dans *The Lancet Saturday*, 19 octobre, 1889, p. 820, col. 2.

<sup>6</sup> *Appunti di Statistica comparata dell'emigrazione dell'Europa*, dans *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1889, p. 188. Rome.

lement elle ne pourra plus monter à cheval, et se faire admirer au Bois, mais il faudra vendre son cheval qu'elle aime beaucoup. Pour la nourrice et l'enfant, il faudra une chambre de plus, et il est curieux de constater combien souvent, dans les plus somptueux hôtels, où les salons prennent tant de place, il en reste peu pour les services nécessaires. De sorte qu'un enfant de plus peut nécessiter un déménagement si l'on est locataire, ou un nouvel aménagement si l'on est propriétaire. Enfin c'est surtout chez les familles riches que la division des héritages entre en considération et domine tous les autres mobiles qui tendent, d'autre part, à faire peu désirer de nombreux enfants. Car si l'on a beaucoup de fils, il faudra leur donner une éducation coûteuse, leur céder une part de son revenu pour les marier; si ce sont des filles, il faudra les doter, et tout cela ne pourra se faire qu'en réduisant son train de maison, sacrifice dur à l'égoïsme, qu'on fait bien pour des enfants déjà vivants qu'on s'est habitué à aimer, mais auquel on ne consent pas volontiers d'avance pour des enfants possibles, qui sont encore dans le devenir, et qu'on aime autant ne pas voir venir.

Dans les classes riches surtout, les jeunes femmes craignent les grossesses réitérées qui déforment la taille, qui, tout un hiver, privent de valser, qui compliquent la vie, obligent de faire rélargir ses robes, de transformer ses toilettes; si bien qu'après un ou deux enfants, elles aiment autant en rester là.

Le mari, de son côté, n'y tient pas davantage. Il peut si aisément trouver ailleurs des compensations sans aucune responsabilité!

Du reste, n'est-ce pas un bien que, chez les gens très riches, la natalité soit si faible. La vie de plaisir, la vie mondaine use et brûle les organismes bien plus vite que la vie de travail et même que les privations. Toute race riche depuis plusieurs générations est par cela même physiologiquement tarée; elle ne donne plus que des individus adaptés pour la dépense et inhabiles à la production. De ces souches

abâtardies, comme des dindons en mues, vit-on jamais sortir des hommes de génie ? Je n'en sais pas un exemple. Nous voyons chaque jour, au contraire, naître d'hommes de valeur, artisans de leur grande fortune, une postérité qui, dès la seconde ou la troisième génération, ne sait que dissiper l'héritage du grand aïeul en de folles et sottes prodigalités, et donner l'exemple de l'idiotie morale ou de la névrose physiologique.

S'il est donc très bon pour tous que l'on voie des hommes s'élever par leur activité jusqu'à des fortunes princières, il n'est pas mauvais que leur race, épuisé par l'excès même des jouissances, s'éteigne vite, et que leurs descendants tarés d'hérédités morbides s'éteignent dans le célibat et l'infécondité, laissant se disperser en d'autres mains les restes d'une fortune dont ils n'ont su faire aucun usage utile, et qui, dès lors, mieux placée en d'autres mains, pourra servir à reconstituer de nouvelles fortunes.

Les sociétés humaines, les gens très riches affectés spécialement au rôle décoratif de consommateurs des produits de luxe, sont comme ces fleurs doubles, brillantes mais stériles, qui ne donnent que des fruits avortés, et ne peuvent se perpétuer que par la greffe.

M. LAGNEAU. En France, notre natalité est volontairement restreinte. Par suite du développement de nos besoins réels, de nos besoins factices, de notre luxe, nous restreignons volontairement le nombre de nos enfants, afin de ne pas nous priver et surtout de ne pas les priver du bien-être dont nous jouissons, du bien-être plus grand que nous convoitons pour eux. Par suite de ce développement des besoins, nos ouvriers ne savent plus se contenter de petits salaires. Ils abandonnent aux émigrés belges, allemands, italiens, les travaux peu rémunérés, comme le balayage des rues, le service des égouts, la fabrication du gaz, les travaux de terrassement, etc. Il y a quelques années, à propos de grands travaux à exécuter dans Paris, en particulier du chemin de fer métropolitain, non encore commencé, plusieurs conseillers municipaux de-

mandaient que ces travaux fussent entièrement exécutés par des Français. M. Alphand, directeur des travaux de Paris, fit observer que si l'on exigeait que les entrepreneurs n'employassent que des Français, ils ne se chargeraienr de ces entreprises qu'à des prix plus élevés, les Français demandant de plus hauts salaires que ceux acceptés par les étrangers.

D'ailleurs, ces besoins réels et factices ne se manifestent pas que chez les ouvriers. Ils sont également trop souvent impérieux dans les autres positions sociales. L'employé, l'avocat, le médecin, outre ses besoins réels, est amené à satisfaire pour lui, sa femme, ses enfants, à certaines conditions d'appartement, à certain luxe de toilette, à certains frais de représentation.

La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

La séance est levée à six heures.

*L'un des secrétaires : A. DE MORTILLET.*

---

#### 524<sup>e</sup> SÉANCE. — 16 octobre 1890.

**Présidence de M. LABORDE, vice-président.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

#### COMMUNICATIONS DU BUREAU.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL annonce la mort de M. Amédée Barbié du Bocage, membre titulaire depuis 1864.

M. LE PRÉSIDENT annonce à la Société que, par suite de l'inventaire de la bibliothèque, il ne sera plus fait de prêts de livres jusqu'à nouvel ordre; il prie les membres qui auraient des livres appartenant à la bibliothèque de vouloir bien les rapporter.